



L'ARCIER

5 CENTIMES 84, Grande-Rue 84, DE ROUBAIX-TOURCOING 85, Rue des Ursulines 5 CENTIMES
Bureaux - LILLE, 15, RUE D'ANGLETERRE, 15, LILLE. - TELEPHONE : 672 - (POUR PARIS : 5, rue Bayard, 5)

Il s'est trompé...

Ms sont bouchers, tous les deux... Bouchers, face à face... Bouchers, s'observant de troitoir à troitoir, entre leurs respectifs gigots... Chaque matin, les demi-bœufs, hissés au bout des piques grasses par de vigoureux biceps, se dressent devant les demi-bœufs... Les moutons ouvrent l'œil sur les moutons... Les pots-au-feu matutinaux s'alignent dans leurs papiers jaunes, devant les pots-au-feu de l'autre... La triperie elle-même s'en mêle... Chacun à sa sienne, aussi fraîche, aussi appétissante! Et les ris défilent les ris! Les cervelles provoquent les cervelles! Les mous s'enflent contre les mous! Les têtes de veaux, impeccablement racées, machent leur persil, en échangeant au travers de la rue des regards provocateurs... Le premier boucher, français de France, s'appelle Achille Maronnot. Le second boucher, est né d'un juif et d'une juive à Munich, et porte le nom sans mystère d'Abraham Bluckmann.

ADVENIAT REGNUM TUUM
Dieu protège la France!

Dimanche 23 mai - SAINT DIDIER
L. 24 - NOTRE-DAME AUXILIATRICE
SAMEDI 22 MAI 1909

La journée

L'essai de grève générale, organisé par la C. G. T., a abouti à un complet échec. Les dirigeants du mouvement ont invité eux-mêmes les ouvriers à reprendre le travail.

Le Conseil des ministres, réuni ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Fallières, a approuvé le texte du projet réglant le droit d'association et le statut légal des fonctionnaires.

Le Sénat a voté, à quinze voix de majorité, la principe de la concession d'une indemnité aux fabricants atteints par l'interdiction de l'emploi du blanc de céruse.

Le Congrès de la Jeunesse catholique se poursuit, à Orléans, avec un véritable succès. Les congressistes ont étudié longuement, et de façon très pratique, quelle collaboration les membres de l'Association peuvent offrir au clergé paroissial.

Le « Danton », cuirassé d'escadre à turbines, a été lancé à Brest, cette après-midi.

ETRANGER. — Un combat a eu lieu le 18 mai, entre la mehalla hafidienne et les Beni-M'tir. Il a été indécis, mais plutôt au désavantage de la mehalla, dont plusieurs chefs ont été tués.

Les maghzen envoient des renforts. — Le roi d'Espagne est arrivé à Valence. — Il a été reçu à la gare par les autorités et les ambassadeurs de France et d'Angleterre.

Les fêtes du centenaire de la bataille d'Essling se continuent en Autriche.

ROME

On télégraphie de Rome à l'Agence Havas que le Pape, un peu fatigué par la cérémonie de jeudi, a suspendu ses réceptions, afin de se reposer; toutefois, la santé de Pie X est bonne.

À la Chambre italienne, M. Chiesa, dans un discours violemment anticlérical, a attaqué la politique religieuse du gouvernement.

Le ministre de la Justice, M. Orlando, a commencé un discours fréquemment interrompu, surtout lorsqu'il déclara qu'il ne voyait pas la nécessité d'imposer la priorité du mariage civil sur le mariage religieux.

PÈLERINAGE NATIONAL A LOURDES (18-24 août 1909)

Comme aux précédentes années, le grand Pèlerinage annuel de Lourdes doit proposer à la miséricorde de la Sainte Vierge mille malades pauvres si la souscription ouverte aujourd'hui le rattifie.

Déjà, depuis le début, 29 740 malades sont allés à Lourdes, grâce à la générosité des donateurs; combien en sont revenus guéris et combien consolés!

Le départ aura lieu dans l'octave de l'Assomption, et Mgr l'évêque de Tarbes fera coïncider avec le Pèlerinage national le triduum solennel qu'il ordonne en l'honneur de la bienheureuse Jeanne d'Arc.

Adresser les offrandes, demandes d'admission des malades et de renseignements au secrétariat du Pèlerinage national, 6, avenue de Breteuil, Paris, VII.

Toujours Jeanne d'Arc

L'action si visible de la Bienheureuse sur notre pays doit être favorisée; et l'un des moyens les plus intelligents consiste à répandre à profusion son histoire populaire si remplie de leçons pour notre temps. C'est providentiellement, par Mgr Henri Drouot, évêque de Soissons, lauréat de l'Académie française. Un vol. in-16 de 364 pages, avec 34 illustrations. Couverture illustrée. Broché, 3 fr. 50; cartonné, 0 fr. 75; relié, 1 franc; avec tranches dorées, 1 fr. 25; port, 0 fr. 15.

Ceux qui ne veulent plus "manger du curé"

À la Chambre, M. Compère-Morel, député socialiste unifié d'Orléans, déclarait, il y a quelques jours, en une tumultueuse séance: — Dans ma campagne électorale, je n'ai pas voulu manger du curé, j'ai préféré parler aux paysans des questions économiques et sociales. Il y a huit jours, dans un meeting au Tivoli, le citoyen Pataud déclarait, aux applaudissements d'une assistance de 10 000 hommes: — On nous reproche d'être des démolisseurs. Qui, commencent par renverser sans nous soucier de ce qu'il adviendra, car ce que nous voudrions mettre à la place du régime actuel, nous le voudrions mieux que ce qui existe. Lorsque nous aurons démolé, nous reconstruirons. On essaye de nous retirer le bénéfice de ce qui est fait, mais toutes les organisations ouvrières sont prêtes à tous les sacrifices pour défendre les libertés syndicales. On nous a fait manger du curé sous prétexte d'antichristianisme. Nous en avons assez. Ce que nous voulons, c'est du pain. Sans attacher à ces propos une importance exagérée, nous pouvons les enregistrer, les collectionner et nous en souvenir à l'occasion.

Le ballon mystérieux qui planait sur l'Angleterre...

Voici la fin d'un mystère et d'un cauchemar. Le dirigeable-fantôme, dont nous parlions hier, qui a plané sur l'Angleterre, qu'hommes, femmes et enfants ont vu, de leurs yeux vu, à Cardiff, à Essex, etc., le gros éclairé, le poisson volant, la chose mystérieuse et lumineuse qui, durant des nuits, à courts espaces, laissait tomber ça et là comme souveneur, une soucoupe ou un écorce, vient de livrer son secret. Ce gros ballon n'est, en définitive, rien autre qu'une multitude de petits ballons-réclames. Les lumières et les détonations qui troublaient si fort le sommeil des Anglais, n'étaient que l'effet de simples pétards-réclames. Nous sommes au siècle de la publicité, n'est-ce pas?

Domine, salvam fac...

Un de nos confrères du matin commente avec amertume le fait qu'à la cérémonie en l'honneur de Jeanne d'Arc, à Notre-Dame de Paris, on a chanté la prière Domine salvam fac rempublicam, et affirme que ce chant de sainte Agathe, depuis la séparation, ne lui est inexact.

Le procès de Sainte-Ouëne

L'inique procès intenté par le député Dieuleau à son curé, et dont la Croix a parlé à plusieurs reprises, est enfin venu, après plus de six mois de retard, et d'entraves, devant le tribunal civil de Niort le vendredi 11 mai. Un grand nombre d'ecclésiastiques étaient venus assister aux débats. La question de Sainte-Ouëne est plus haute, en effet, qu'elle ne paraît d'abord, les honneurs et chaises ne sont qu'un prétexte au député qui voudrait que le tribunal déclarât: 1° que le curé n'a aucune autorité dans son église; 2° que le prêtre n'a pas même le droit de recevoir les offrandes volontaires des fidèles.

La famille Marx, Ulmo, Dreyfus and C^e

Il paraît que tous ces gens-là sont de la même famille. On s'en doutait bien un peu. Il ne s'agit pas seulement de cette parenté assez large qui unit entre eux tous les fils d'Israël, mais bien d'une parenté au troisième ou quatrième degré.

Pour la maison de Jeanne d'Arc à Orléans

Un sacrifice se prépare. Sous prétexte d'alignement, on projette de détruire une partie de la maison qu'habita Jeanne d'Arc à Orléans.

Le sujet, M. Maurice Barrès écrit à l'Écho de Paris une lettre dans laquelle il dit notamment: Vous savez sans doute que la ville d'Orléans s'honore d'avoir conservé intacte, ou peu s'en faut, jusqu'à ce jour, la maison que Jeanne d'Arc habita. Cette maison est située rue du Labour, et après une communauté de Dominicaines, dignes gardiennes de ce lieu béni. Or l'amour de la ligne droite, qui sevit en notre temps, veut que cette vénérable, cette sainte demeure, soit entamée par la rectification de la rue. On dit bien — et c'est ainsi qu'on endort l'indignation des Orléanais — que l'aspect ne sera pas changé, qu'on va reculer la façade, on va la détruire, et regagner ainsi sur les pièces intérieures, sur la cour, ce qui manque à la voie publique. Mais ne sentez-vous pas que la profanation sera la même?

Ces pièces que l'on va rétrécir sont celles qu'elle habita. Cette cour, elle la traversa. Et la fenêtre par où son page lui passa l'étendard, au matin de la victoire, son litseau vermillon, résistera-t-il aux mains sacrilèges qui prétendent le déplacer? Pourra-t-elle résister, les vieux pans de bois? et les plâtres de la façade ne vont-ils pas tomber en poussière?

C'est dans un mois que le crime doit s'accomplir!

Où l'on voit se dresser les chevoux sur la tête du sous-préfet de Mantes

M. le sous-préfet de Mantes passait récemment à Beauvais. Sur les murs de la ville il lut une affiche d'où se détachaient en grosses lettres ce titre sensationnel: Vive la grève!

On devine qu'il s'agissait du drame social de M. Daniel Robert. Sur la même affiche, le sous-préfet inquiet lut le nom de l'évêque de Beauvais qui patronnait la représentation.

Et là-dessus, étant rentré à Mantes quelques jours après, en présence d'une poignée de politiciens, M. le sous-préfet tint à ses auditeurs ce langage indigné: On essaie de nous effrayer de ces grands mots de révolution, d'anarchie qu'on agite avec complaisance en ce moment... A Muzaniot, nous avons vu l'archevêque d'Albi s'intéresser, comme vous le savez, au complot, surenchérisseur aux violences des exaltés de la Confédération générale du travail à Beauvais, j'ai pu voir de mes yeux ces jours derniers des affiches portant: Vive la grève! et appuyées par les soins du patronage que préside l'évêque de Beauvais.

M. le sous-préfet n'aurait-il pas pu lire l'affiche un peu plus attentivement? Ou bien a-t-il voulu être de mauvaise foi?

Il n'y a pas eu de grève générale Il n'y a plus de grève des postes

C'est bien fini. Les derniers postiers grévistes, lâchés par tous, ont abandonné la lutte. Des 10 000 enthousiastes du premier jour, il ne restait, hier, qu'une poignée de vaincus, leent à peine, qui se sont réunis au Manège Saint-Paul, pour mieux juger de leur défaite et pour décrier les traitres. M. Pauron, communiste, l'ordre du Comité de grève: « Tous les non-révoqués

M. Pataud, le vaincu d'hier

doivent rentrer! » Puis il menaça les traitres: « Nous allons rechercher s'il y a eu, parmi nous, des défections ou des trahisons; si nous découvrons les coupables, nous les exécuterons sans pitié. » Après une longue série de récriminations, apportées par des révoqués ou des grévistes, M. Niel, secrétaire général de la C. G. T., parut à la tribune; on siffle, on crie: « A Lens! » M. Niel lit la lettre de remerciements adressée à la C. G. T. par M. Pauron, délégué du Comité de grève. Il annonce que le mot d'ordre est donné de reprendre le travail.

M. Subra flétrit les traitres, M. Chastanet menace les « endormeurs », et l'on se sépare. La seconde grève des P. T. T. est finie.

Finie aussi la grève générale de solidarité décrétée par la C. G. T. Les quelques centaines de terrassiers qui entrèrent seuls dans ce mouvement ont déploré, hier, au Tivoli-Vaux-Hall, leur naïve confiance. Leurs camarades ont dénoncé les traitres, flétri les timides et conseillé le retour aux chantiers. La reprise du travail volée, les grévistes se séparèrent tout penauds.

L'A. G. s'occupe des révoqués

Convoqués par l'A. G., les agents des postes qui n'ont pas fait grève et ceux qui ont repris le travail, ont eu à examiner, hier soir, les moyens de venir en aide à leurs camarades révoqués. Ils ont décidé

de la surveillance du chantier, en rentrant de déjeuner trouver une usine de la place Beauvilliers envahie par des grévistes qui menaient notre personnel en demeure de jeter les feux bas et d'arrêter les machines. Il voulait parlementer et insister pour marcher au ralenti des dangers que pouvait présenter l'arrêt des pompes d'épuisement, mais celui qui paraissait conduire la manifestation lui intima l'ordre d'arrêter sous peine de voir saboter l'usine par les grévistes, et aussi de se voir casser les reins s'il persistait dans ses attitudes.

En présence de ces menaces, les machines ont été arrêtées; et en conséquence nous venons, Monsieur le procureur de la République, vous demander qu'une instruction soit ouverte d'urgence pour rechercher les coupables et établir les responsabilités.

Une enquête est ouverte. Plusieurs tentatives de débauchage ou de sabotage sans importance se sont produites sur plusieurs points de Paris, la police a pu intervenir à temps.

Ce n'était pas du sabotage

À Nancy, une enquête établit que la malveillance est étrangère à l'accident causé au secteur téléphonique de Nancy par les enfants Lavielle, Didier, Hoffmann et Guet. Ceux-ci jouaient avec un crochet de cuivre qu'ils jetaient en l'air; et qui, une fois, resta suspendu au fil de la lumière électrique de la station mais la tige de cuivre s'appuya sur les fils téléphoniques placés au-dessus et amena un court-circuit; au contact on eut l'entrecroisement et tombèrent sur le sol, l'incendie du secteur se déclara ensuite.

La crise du parti radical et la crise de la troisième République

Le gouvernement acceptera-t-il le soir vendredi le grand débat sur la politique générale que lui propose M. Gauthier (de Clagny)? C'est probable. Il est non moins probable que la discussion prendra une ampleur et une gravité exceptionnelles.

On n'y verra pas seulement les candidats aux portefeuilles donner l'assaut au ministère dont ils convoitent la succession. Sans doute aussi, jeunes et vieux radicaux, radicaux-socialistes et radicaux conservateurs s'y heurteront dans une bataille d'idées. Et des orateurs de tous les partis y rechercheront les causes profondes de cet état d'anarchie qui met en péril les intérêts essentiels du pays.

Le parti radical traverse-t-il une crise? Le nier serait vouloir se refuser à constater l'évidence même, répond M. Massé dans le Rappel. Et le député radical-socialiste de la Nièvre reconnaît que c'est du vote de la séparation que datent, entre républicains portant une même étiquette, des malentendus qui vont en s'aggravant chaque jour.

Tant que la lutte, ajouta-t-il, a été circonscrite aux questions purement politiques, tant que la guerre au cléricalisme a été en quelque sorte, le premier article de notre programme, il a été possible de grouper des bonnes volontés qui devaient, sur d'autres points, se trouver profondément divisées.

Un autre député radical, M. Maurice Ajam, fait cet aveu dans le Siècle: Depuis 1901, nos chefs ont tenté un effort considérable pour assurer la constitution d'un programme social minimum qui pût être accepté par une majorité de démocrates.

Nous n'avons encore posé qu'une formule tellement vague que le parti catholique lui-même a pu la revendiquer comme sienne: « Amélioration du sort du plus grand nombre. » En somme, le problème se pose aujourd'hui, pour les radicaux, suivant l'heureuse formule de M. Massé, « dans les termes mêmes où il s'est posé, en 1848, pour la bourgeoisie voltairienne. »

Ceux qui ne veulent plus "manger du curé"

À la Chambre, M. Compère-Morel, député socialiste unifié d'Orléans, déclarait, il y a quelques jours, en une tumultueuse séance: — Dans ma campagne électorale, je n'ai pas voulu manger du curé, j'ai préféré parler aux paysans des questions économiques et sociales. Il y a huit jours, dans un meeting au Tivoli, le citoyen Pataud déclarait, aux applaudissements d'une assistance de 10 000 hommes: — On nous reproche d'être des démolisseurs. Qui, commencent par renverser sans nous soucier de ce qu'il adviendra, car ce que nous voudrions mettre à la place du régime actuel, nous le voudrions mieux que ce qui existe. Lorsque nous aurons démolé, nous reconstruirons. On essaye de nous retirer le bénéfice de ce qui est fait, mais toutes les organisations ouvrières sont prêtes à tous les sacrifices pour défendre les libertés syndicales. On nous a fait manger du curé sous prétexte d'antichristianisme. Nous en avons assez. Ce que nous voulons, c'est du pain. Sans attacher à ces propos une importance exagérée, nous pouvons les enregistrer, les collectionner et nous en souvenir à l'occasion.

Le ballon mystérieux qui planait sur l'Angleterre...

Voici la fin d'un mystère et d'un cauchemar. Le dirigeable-fantôme, dont nous parlions hier, qui a plané sur l'Angleterre, qu'hommes, femmes et enfants ont vu, de leurs yeux vu, à Cardiff, à Essex, etc., le gros éclairé, le poisson volant, la chose mystérieuse et lumineuse qui, durant des nuits, à courts espaces, laissait tomber ça et là comme souveneur, une soucoupe ou un écorce, vient de livrer son secret. Ce gros ballon n'est, en définitive, rien autre qu'une multitude de petits ballons-réclames. Les lumières et les détonations qui troublaient si fort le sommeil des Anglais, n'étaient que l'effet de simples pétards-réclames. Nous sommes au siècle de la publicité, n'est-ce pas?

Domine, salvam fac...

Un de nos confrères du matin commente avec amertume le fait qu'à la cérémonie en l'honneur de Jeanne d'Arc, à Notre-Dame de Paris, on a chanté la prière Domine salvam fac rempublicam, et affirme que ce chant de sainte Agathe, depuis la séparation, ne lui est inexact.

Le procès de Sainte-Ouëne

L'inique procès intenté par le député Dieuleau à son curé, et dont la Croix a parlé à plusieurs reprises, est enfin venu, après plus de six mois de retard, et d'entraves, devant le tribunal civil de Niort le vendredi 11 mai. Un grand nombre d'ecclésiastiques étaient venus assister aux débats. La question de Sainte-Ouëne est plus haute, en effet, qu'elle ne paraît d'abord, les honneurs et chaises ne sont qu'un prétexte au député qui voudrait que le tribunal déclarât: 1° que le curé n'a aucune autorité dans son église; 2° que le prêtre n'a pas même le droit de recevoir les offrandes volontaires des fidèles.

La famille Marx, Ulmo, Dreyfus and C^e

Il paraît que tous ces gens-là sont de la même famille. On s'en doutait bien un peu. Il ne s'agit pas seulement de cette parenté assez large qui unit entre eux tous les fils d'Israël, mais bien d'une parenté au troisième ou quatrième degré.

Pour la maison de Jeanne d'Arc à Orléans

Un sacrifice se prépare. Sous prétexte d'alignement, on projette de détruire une partie de la maison qu'habita Jeanne d'Arc à Orléans.

Le sujet, M. Maurice Barrès écrit à l'Écho de Paris une lettre dans laquelle il dit notamment: Vous savez sans doute que la ville d'Orléans s'honore d'avoir conservé intacte, ou peu s'en faut, jusqu'à ce jour, la maison que Jeanne d'Arc habita. Cette maison est située rue du Labour, et après une communauté de Dominicaines, dignes gardiennes de ce lieu béni. Or l'amour de la ligne droite, qui sevit en notre temps, veut que cette vénérable, cette sainte demeure, soit entamée par la rectification de la rue. On dit bien — et c'est ainsi qu'on endort l'indignation des Orléanais — que l'aspect ne sera pas changé, qu'on va reculer la façade, on va la détruire, et regagner ainsi sur les pièces intérieures, sur la cour, ce qui manque à la voie publique. Mais ne sentez-vous pas que la profanation sera la même?

Ces pièces que l'on va rétrécir sont celles qu'elle habita. Cette cour, elle la traversa. Et la fenêtre par où son page lui passa l'étendard, au matin de la victoire, son litseau vermillon, résistera-t-il aux mains sacrilèges qui prétendent le déplacer? Pourra-t-elle résister, les vieux pans de bois? et les plâtres de la façade ne vont-ils pas tomber en poussière?

C'est dans un mois que le crime doit s'accomplir!

Où l'on voit se dresser les chevoux sur la tête du sous-préfet de Mantes

M. le sous-préfet de Mantes passait récemment à Beauvais. Sur les murs de la ville il lut une affiche d'où se détachaient en grosses lettres ce titre sensationnel: Vive la grève!

On devine qu'il s'agissait du drame social de M. Daniel Robert. Sur la même affiche, le sous-préfet inquiet lut le nom de l'évêque de Beauvais qui patronnait la représentation.

Et là-dessus, étant rentré à Mantes quelques jours après, en présence d'une poignée de politiciens, M. le sous-préfet tint à ses auditeurs ce langage indigné: On essaie de nous effrayer de ces grands mots de révolution, d'anarchie qu'on agite avec complaisance en ce moment... A Muzaniot, nous avons vu l'archevêque d'Albi s'intéresser, comme vous le savez, au complot, surenchérisseur aux violences des exaltés de la Confédération générale du travail à Beauvais, j'ai pu voir de mes yeux ces jours derniers des affiches portant: Vive la grève! et appuyées par les soins du patronage que préside l'évêque de Beauvais.

M. le sous-préfet n'aurait-il pas pu lire l'affiche un peu plus attentivement? Ou bien a-t-il voulu être de mauvaise foi?

Il n'y a pas eu de grève générale Il n'y a plus de grève des postes

C'est bien fini. Les derniers postiers grévistes, lâchés par tous, ont abandonné la lutte. Des 10 000 enthousiastes du premier jour, il ne restait, hier, qu'une poignée de vaincus, leent à peine, qui se sont réunis au Manège Saint-Paul, pour mieux juger de leur défaite et pour décrier les traitres. M. Pauron, communiste, l'ordre du Comité de grève: « Tous les non-révoqués

M. Pataud, le vaincu d'hier

doivent rentrer! » Puis il menaça les traitres: « Nous allons rechercher s'il y a eu, parmi nous, des défections ou des trahisons; si nous découvrons les coupables, nous les exécuterons sans pitié. » Après une longue série de récriminations, apportées par des révoqués ou des grévistes, M. Niel, secrétaire général de la C. G. T., parut à la tribune; on siffle, on crie: « A Lens! » M. Niel lit la lettre de remerciements adressée à la C. G. T. par M. Pauron, délégué du Comité de grève. Il annonce que le mot d'ordre est donné de reprendre le travail.

M. Subra flétrit les traitres, M. Chastanet menace les « endormeurs », et l'on se sépare. La seconde grève des P. T. T. est finie.

Finie aussi la grève générale de solidarité décrétée par la C. G. T. Les quelques centaines de terrassiers qui entrèrent seuls dans ce mouvement ont déploré, hier, au Tivoli-Vaux-Hall, leur naïve confiance. Leurs camarades ont dénoncé les traitres, flétri les timides et conseillé le retour aux chantiers. La reprise du travail volée, les grévistes se séparèrent tout penauds.

L'A. G. s'occupe des révoqués

Convoqués par l'A. G., les agents des postes qui n'ont pas fait grève et ceux qui ont repris le travail, ont eu à examiner, hier soir, les moyens de venir en aide à leurs camarades révoqués. Ils ont décidé

de la surveillance du chantier, en rentrant de déjeuner trouver une usine de la place Beauvilliers envahie par des grévistes qui menaient notre personnel en demeure de jeter les feux bas et d'arrêter les machines. Il voulait parlementer et insister pour marcher au ralenti des dangers que pouvait présenter l'arrêt des pompes d'épuisement, mais celui qui paraissait conduire la manifestation lui intima l'ordre d'arrêter sous peine de voir saboter l'usine par les grévistes, et aussi de se voir casser les reins s'il persistait dans ses attitudes.

En présence de ces menaces, les machines ont été arrêtées; et en conséquence nous venons, Monsieur le procureur de la République, vous demander qu'une instruction soit ouverte d'urgence pour rechercher les coupables et établir les responsabilités.

Une enquête est ouverte. Plusieurs tentatives de débauchage ou de sabotage sans importance se sont produites sur plusieurs points de Paris, la police a pu intervenir à temps.

Ce n'était pas du sabotage

À Nancy, une enquête établit que la malveillance est étrangère à l'accident causé au secteur téléphonique de Nancy par les enfants Lavielle, Didier, Hoffmann et Guet. Ceux-ci jouaient avec un crochet de cuivre qu'ils jetaient en l'air; et qui, une fois, resta suspendu au fil de la lumière électrique de la station mais la tige de cuivre s'appuya sur les fils téléphoniques placés au-dessus et amena un court-circuit; au contact on eut l'entrecroisement et tombèrent sur le sol, l'incendie du secteur se déclara ensuite.

La crise du parti radical et la crise de la troisième République

Le gouvernement acceptera-t-il le soir vendredi le grand débat sur la politique générale que lui propose M. Gauthier (de Clagny)? C'est probable. Il est non moins probable que la discussion prendra une ampleur et une gravité exceptionnelles.

On n'y verra pas seulement les candidats aux portefeuilles donner l'assaut au ministère dont ils convoitent la succession. Sans doute aussi, jeunes et vieux radicaux, radicaux-socialistes et radicaux conservateurs s'y heurteront dans une bataille d'idées. Et des orateurs de tous les partis y rechercheront les causes profondes de cet état d'anarchie qui met en péril les intérêts essentiels du pays.

Le parti radical traverse-t-il une crise? Le nier serait vouloir se refuser à constater l'évidence même, répond M. Massé dans le Rappel. Et le député radical-socialiste de la Nièvre reconnaît que c'est du vote de la séparation que datent, entre républicains portant une même étiquette, des malentendus qui vont en s'aggravant chaque jour.

Tant que la lutte, ajouta-t-il, a été circonscrite aux questions purement politiques, tant que la guerre au cléricalisme a été en quelque sorte, le premier article de notre programme, il a été possible de grouper des bonnes volontés qui devaient, sur d'autres points, se trouver profondément divisées.

Un autre député radical, M. Maurice Ajam, fait cet aveu dans le Siècle: Depuis 1901, nos chefs ont tenté un effort considérable pour assurer la constitution d'un programme social minimum qui pût être accepté par une majorité de démocrates.

Nous n'avons encore posé qu'une formule tellement vague que le parti catholique lui-même a pu la revendiquer comme sienne: « Amélioration du sort du plus grand nombre. » En somme, le problème se pose aujourd'hui, pour les radicaux, suivant l'heureuse formule de M. Massé, « dans les termes mêmes où il s'est posé, en 1848, pour la bourgeoisie voltairienne. »